

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

Nevers, le 13 juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

MEAC SAS

« jussy la Garenne »
58220 CIEZ

Références : 230276
Code AIOT : 0005400360

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/05/2023 dans l'établissement MEAC SAS implanté Jussy La Garenne 58 220 CIEZ. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans un contexte de plaintes pour nuisances sonores à l'encontre des 4 carrières formant "Les carrières de Jussy".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MEAC SAS
- Jussy La Garenne 58 220 CIEZ
- Code AIOT : 0005400360
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une carrière à ciel ouvert de calcaire autorisée depuis 2015. Ce site fait partie des quatre carrières formant « Les carrières de Jussy » situées sur les communes de Ciez et Entrains-sur-Nohain.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conditions d'exploitation ;
- clôtures / barrières ;
- information du public ;
- bruit ;
- poussières.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Information du public	Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 2.3.2	/	Sans objet
2	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 2.3.3	/	Sans objet
3	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 9.4.1	/	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 2.5.1	/	Sans objet
5	Bruit et vibrations	Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 9.2.4	/	Sans objet
6	Bruits et vibrations	Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 6.2	/	Sans objet
7	Bruit et vibrations	Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 8.1.4	/	Sans objet
8	Bruits et vibrations	Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 6.3	/	Sans objet
9	Poussières / propreté	Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 2.8.1	/	Sans objet
10	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 1.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été relevée.

Concernant le sujet des nuisances sonores, le dernier rapport de contrôle des niveaux sonores ne fait pas état de non-conformité. Il est à noter cependant que dans le cadre des plaintes pour nuisances sonores à l'encontre des 4 carrières formant "Les carrières de Jussy", un contrôle inopiné aura lieu courant 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Panneaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux, et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. Des panneaux signalant la présence de la carrière doivent être implantés aux endroits appropriés, notamment de part et d'autre de(s) l'accès au site.
Constats : Il a été constaté à l'entrée de la carrière la présence d'un panneau avec les informations requises. Par ailleurs, la présence de la carrière est signalée à l'intersection entre la route et le chemin d'accès à la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 2.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des accès / pancartes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace (ou tout autre dispositif équivalent), entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation. Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux « chantier interdit au public » sont mis en place sur les voies d'accès.
Constats : Sur la portion de périmètre inspectée par sondage, il n'a pas été constaté de non-conformité. Le site est ceint par une clôture et une barrière fermée par cadenas à l'entrée. Des pancartes signalant le danger ont été constatées le long de la clôture.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 9.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan topographique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,- les bords de la fouille,- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,- l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes, ...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,- les piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,- le positionnement et les hauteurs des fronts,- les zones de stockages de déchets inertes et terres non polluées provenant de l'activité. [...]
Constats : Le plan d'exploitation a été mis à jour en février 2023. Il est à l'échelle 1/1000 ^{ème} , ce qui est adaptée à sa superficie. Tous les éléments demandés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation figurent sur ce plan.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 2.5.1																			
Thème(s) : Risques chroniques, Respect du phasage																			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																			
Prescription contrôlée : L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 3 phases principales successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation (cf. annexe) et conformément au tableau suivant :																			
<table><tr><th>Phase</th><th>Date prévisible de début de la phase</th><th>Surface mise en exploitation (m²)</th><th>Volume à extraire (m³)</th></tr><tr><td>1</td><td>2015</td><td>24 500</td><td>344 900</td></tr><tr><td>2</td><td>2020</td><td>26 400</td><td>303 700</td></tr><tr><td>3</td><td>2025</td><td>28 100</td><td>260 500</td></tr></table>	Phase	Date prévisible de début de la phase	Surface mise en exploitation (m²)	Volume à extraire (m³)	1	2015	24 500	344 900	2	2020	26 400	303 700	3	2025	28 100	260 500			
Phase	Date prévisible de début de la phase	Surface mise en exploitation (m²)	Volume à extraire (m³)																
1	2015	24 500	344 900																
2	2020	26 400	303 700																
3	2025	28 100	260 500																
L'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés.																			
Constats : Lors de l'inspection, le respect du phasage n'a pas pu être vérifié, la comparaison entre le plan topographique et le plan de phasage de l'autorisation n'étant pas aisé. Actuellement, l'exploitation devrait être en phase 2.																			
Postérieurement à l'inspection, par courriel du 12 mai 2023, l'exploitant a transmis un document explicitant son avancement par rapport au phasage prévu. Son bilan est le suivant :																			
<div>« - Les quantités extraites depuis l'obtention de l'AP sont faibles ; - L'extraction a été réalisée depuis l'obtention de l'AP dans l'emprise de la phase 1 et 2 du DDAE de 2013, et le réaménagement de la phase 1 a été mis en oeuvre entièrement et celui de la phase 2 est commencé ; - Dans les 5 années à venir, les travaux vont se dérouler dans l'emprise des phases 2 et 3. Etant donnés les volumes faibles, il est probable que l'extraction de la phase 3 ne soit pas achevée, mais cela ne devrait pas empêcher d'atteindre le réaménagement de la phase 3 (idem phase 2) ; - La séquence définie par le phasage du DDAE de 2013 est donc globalement respectée, en revanche les faibles volumes peuvent faire apparaître des décalages entre les calendriers d'extraction et de réaménagement ; - Il ne semble donc pas opportun, malgré les faibles volumes de procéder à une modification du phasage de la carrière de Jussy à court terme. »</div>																			
Il n'est donc pas relevé de non-conformité.																			
Type de suites proposées : Sans suite																			
Proposition de suites : Sans objet																			

N° 5 : Bruit et vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 9.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des niveaux sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique est effectué dans les 6 mois suivants la notification du présent arrêté, puis au minimum tous les 3 ans et dès lors que les circonstances l'exigent (notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées). Ces mesures sont effectuées par un organisme dûment qualifié. Ces contrôles sont effectués par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander. Les résultats de ces analyses sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception par l'exploitant.
Constats : Le dernier rapport de mesure acoustique date de janvier 2022. <u>OBSERVATIONS</u> : Etant donné le contexte de plaintes à l'encore des carrières de Ciez, un contrôle inopiné sera réalisé pour chacune des 4 carrières formant "Les carrières de Jussy", dont MEAC, à la demande de l'inspection courant 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Bruits et vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 6.2									
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit									
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet									
Prescription contrôlée :									
<u>Valeurs limites d'émergence :</u>									
<table border="1"><thead><tr><th>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés</th></tr></thead><tbody><tr><td>Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6dB(A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td></tr></tbody></table>	Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)			
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés								
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)								
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)								
<p>Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessus, dans les zones à émergence réglementée.</p> <p><u>Niveaux limites de bruit :</u></p> <p>Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :</p> <table border="1"><thead><tr><th>Niveaux sonores admissibles en limite de propriété sur les zones repérées sur le plan annexé au présent arrêté</th><th>Période de jour allant de 7 h à 22 h (sauf dimanches et jours fériés)</th><th>Période de nuit allant de 22 h à 7 h (ainsi que dimanches et jours fériés)</th></tr></thead><tbody><tr><td>Zone A</td><td>60 dB(A)</td><td>50 dB(A)</td></tr><tr><td>Zone B</td><td>70 dB(A)</td><td>65 dB(A)</td></tr></tbody></table>	Niveaux sonores admissibles en limite de propriété sur les zones repérées sur le plan annexé au présent arrêté	Période de jour allant de 7 h à 22 h (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit allant de 22 h à 7 h (ainsi que dimanches et jours fériés)	Zone A	60 dB(A)	50 dB(A)	Zone B	70 dB(A)	65 dB(A)
Niveaux sonores admissibles en limite de propriété sur les zones repérées sur le plan annexé au présent arrêté	Période de jour allant de 7 h à 22 h (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit allant de 22 h à 7 h (ainsi que dimanches et jours fériés)							
Zone A	60 dB(A)	50 dB(A)							
Zone B	70 dB(A)	65 dB(A)							
Constats : Le dernier rapport de mesures acoustiques de 2022 conclut à un respect des valeurs réglementaires en termes d'émergence et de niveaux limites de bruit.									
Type de suites proposées : Sans suite									
Proposition de suites : Sans objet									

N° 7 : Bruit et vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 8.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de broyage / concassage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est exploitée sur une plate-forme aménagée en fond de fouille.
Constats : Le jour de l'inspection, il n'y avait pas d'activité d'extraction et de traitement des matériaux sur la carrière. Aucune installation n'était présente.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Bruits et vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Chaque tir fait l'objet de mesures de vibrations. Les points de mesure sont choisis et aménagés en accord avec l'inspection des installations classées. Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir ainsi que les résultats des mesures. Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : L'exploitant indique que le dernier tir date de 2021. Le rapport de mesures de vibrations correspondant a été vu. Il ne fait pas état de dépassement des valeurs limites réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Poussières / propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 2.8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer les installations dans le paysage. L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence. L'exploitant prend également les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les zones environnantes de poussières. Des dispositifs d'arrosage et de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin.
Constats : La carrière est bien intégrée dans le paysage, des boisements entourent la carrière. Le site et ses abords sont en bon état de propreté. L'exploitant indique ne pas disposer de dispositifs d'arrosage et de lavage de roues. Toutefois, l'activité du site reste très ponctuelle et génère donc globalement peu de poussières.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 1.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Cote minimale d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La cote minimale d'extraction est de 214m NGF.
Constats : La cote minimale est respectée (214m NGF). La cote la plus basse relevée sur le plan topographique transmis est 222m NGF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet